



**Monsieur le Maire, ses Adjointes  
et ses Conseillers municipaux**  
Hôtel de Ville de Perpignan  
Place de la Loge  
66931 Perpignan Cedex

Perpignan, le 24 juin 2019

**Objet: Demande de déclaration de l'état d'urgence climatique et écologique par la ville de Perpignan**

Monsieur le Maire, ses Adjointes, ses Conseillers municipaux,

Nous sommes citoyen.ne.s de Perpignan et de sa région, et nous avons été des milliers à marcher déjà 5 fois depuis septembre suite à la démission de Nicolas Hulot pour faire entendre notre inquiétude quant à la dramatique amplification des dérèglements climatiques et face à l'inertie fautive de l'Etat qui a conduit à l'action en justice « l'Affaire du Siècle ».

Le récent rapport du GIEC, que nous vous joignons à cette lettre, alerte l'ensemble des dirigeants du monde sur la nécessité de contenir à 1,5° la hausse des températures par rapport à l'ère pré-industrielle pour éviter des bouleversements irréversibles pour notre planète. De son côté, le rapport de l'IPBES publié il y a quelques semaines annonce la disparition d'un million d'espèces animales et végétales menacées d'extinction dans les décennies prochaines. Ce sont deux rapports d'importance mondiale car ils résultent d'un consensus intergouvernemental, mais chaque jour, d'autres chiffres effrayants s'ajoutent au compteur des désastres.

Nous devons à tout prix stopper l'érosion de la biodiversité et mettre un terme à l'emballement des catastrophes climatiques. La dérégulation de l'économie et un aménagement du territoire court-termiste ont permis aux individus d'accéder à un confort matériel, mais cela compromet maintenant l'avenir de notre civilisation et du vivant.

Nous savons que les efforts à consentir dans nos vies quotidiennes vont être importants, nous nous y préparons et travaillons à y sensibiliser les citoyen.ne.s. Mais comment bouleverser nos habitudes si le « système », lui, ne change pas ?

Près de 400 villes québécoises ont déjà déclaré l'état d'urgence climatique, et ce mouvement s'étend partout dans le monde. Plus près de l'Europe, fin 2018, Sadiq Khan, maire de Londres, n'a pas hésité à en faire de même, exhortant le gouvernement britannique à agir pour lutter contre l'effondrement écologique et l'emballement climatique qui nous menacent si nous continuons à ne rien faire. En mai 2019, le gouvernement du Royaume-Uni déclare officiellement l'Urgence Climatique: c'est le premier pays à le faire, suivi de près par l'Irlande. En France, le 18 juin dernier, les députés ont inscrit à l'unanimité "l'urgence écologique et climatique" dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat lors de son examen en commission. Le lendemain, les élus du 1er arrondissement de la mairie de Lyon ont voté à leur tour une Déclaration d'Urgence Climatique et l'accompagnent de mesures concrètes.

Ces exemples nous rappellent que les états autant que les collectivités ont un rôle majeur à jouer : prenant en compte les demandes des citoyens de leurs territoires, dont elles doivent garantir les droits les plus élémentaires, elles sont parties prenantes dans la résolution de ces problématiques

urgentes, sensibles et globales. Par leurs décisions, leurs engagements, elles participent activement aux orientations que peut prendre un pays pour assurer à ses habitants un futur viable. Elles doivent aujourd'hui, plus que jamais, mettre en conformité leurs actes avec la réalité environnementale. D'après le GIEC, 50 à 70% des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques doivent être mis en oeuvre à l'échelon infranational, ce qui fait des collectivités territoriales les premières concernées. Nous savons que vous avez vous-même conscience de l'importance de la coopération de tous les acteurs impliqués dans le tissu de notre société puisque vous avez souligné la nécessité de "jouer collectif, d'agir ensemble, avec les entreprises, avec les citoyens, avec les associations [...] pour mieux affronter les crises énergétiques à venir que nous imposera le défi climatique".

A l'instar des conflits mondiaux durant lesquels l'ensemble des décisions avaient pour but la défense de nos vies, il est grand temps de placer le climat et la biodiversité au centre de toutes les décisions car nous faisons face à une situation mettant en jeu la survie de l'humanité.

Ainsi, nous, collectif Citoyens pour le Climat 66, actrices et acteurs ou non du milieu associatif et mobilisé.e.s depuis le 8 septembre, demandons solennellement que **vous déclariez publiquement à votre tour l'état d'urgence climatique et écologique, et preniez les mesures nécessaires à l'échelle locale pour garantir aux habitants de votre commune le meilleur cadre de vie possible dans les difficiles conditions qui s'annoncent.**

Pour ce faire, nous vous demandons aussi de **mettre en place un conseil d'urgence citoyen** chargé de veiller à l'élaboration et au suivi du plan d'urgence défini précédemment et chargé d'établir et de suivre des indicateurs pour chaque étude d'impact. Celui-ci pourra s'aider des 32 mesures du Pacte pour la Transition (voir document en annexe).

Enfin, nous vous appelons à faire voter un voeu en conseil municipal pour demander à l'Etat de déclarer l'état d'urgence climatique et écologique, ainsi que d'en saisir le Président de la République.

Nous joignons à ce courrier les documents suivants :

- Une motion de déclaration d'état d'urgence climatique destinée à être débattue et adaptée, et nous l'espérons validée au conseil municipal du 19 septembre 2019. Cette motion sera également disponible sur notre site internet [www.urgenceclimatique.fr](http://www.urgenceclimatique.fr), qui recensera les collectivités ayant exprimé cette prise de conscience forte de l'urgence à agir pour le climat et la biodiversité.
- Une pétition mise en place le 25 mai 2019. Déjà plus de 850 citoyens l'ont signée à ce jour et cette campagne se poursuit.
- Une fiche reprenant les logos de nos soutiens associatifs.
- Une proposition de mesures prioritaires locales établies par le Collectif Mobilités 66, CatEnR, CAP66, Zero Waste Sud PO, Civam Bio et Citoyens pour le Climat 66.
- En annexe : la traduction citoyenne en français du résumé pour décideurs du dernier rapport du GIEC, le résumé de ce rapport élaboré par Citoyens pour le Climat et les 32 mesures du Pacte pour la Transition.

Nous espérons que notre appel recevra l'accueil qu'il mérite et nous tenons disponibles pour échanger avec vous à ce sujet lors d'un prochain rendez-vous.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjoints et Conseillers municipaux, nos salutations respectueuses.

*Le Collectif « Citoyens pour le Climat 66 »*  
06.50.77.68.82/citoyenspourleclimat66@gmail.com